

Paris, le 22 juillet 2020

## NOTE DES AUTORITÉS FRANÇAISES

**Objet** : HT.5224 – Réponse à la seconde consultation de la Commission sur la révision ciblée du RGEC

Dans le contexte de crise sanitaire liée à la pandémie COVID-19, les autorités françaises saluent la volonté de la Commission européenne de poursuivre les travaux déjà initiés, et notamment le réexamen du projet de règlement général d'exemption par catégorie (RGEC) en vue d'en adopter la version finale avant la fin de l'année 2020, soit en temps utile pour le prochain cadre financier pluriannuel.

Les autorités françaises remercient la Commission pour la nouvelle version de son projet de règlement visant à intégrer de nouvelles catégories d'aides dans le RGEC afin, notamment, de faciliter une combinaison de financements nationaux et de financements provenant du budget de l'UE dès lors qu'il est établi que les co-financements nationaux aux programmes européens Horizon Europe, Invest EU et de coopération territoriale sont qualifiés d'aides d'Etat au regard de la définition de l'article 107.1 du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne.

Elles remercient la Commission européenne pour la prise en compte des observations émises lors de la première consultation, à savoir :

- l'intensité d'aide a été alignée sur le taux de cofinancement prévu dans le projet de règlement portant dispositions communes 2021-2027, et a été harmonisé pour l'ensemble des bénéficiaires ;
- Les aides accordées dans le cadre de l'article 20 bis ont été retirées des obligations de Communication des informations et rapports (11), et de contrôle (12), ce qui constitue de réelles simplifications en cohérence avec le principe de proportionnalité ;
- Le principe de proportionnalité dans le cadre de programmes Interreg est clairement souligné dans le préambule par les termes suivants : « Vu la faible incidence des montants d'aide limités octroyés aux entreprises participant à des projets de CTE sur les échanges et la concurrence, des règles simples devraient être adoptées pour les cas dans lesquels le montant d'aide total par entreprise et par projet n'excède pas un certain plafond ».

Toutefois, afin que la révision du RGEC constitue pleinement une réduction des charges administratives pour les bénéficiaires et les autorités de gestion, les autorités françaises considèrent que certains points restent à amender.

## **1. Risque de sur-réglementation de l'article 20.3**

La précision de l'article 20 paragraphe 3 relatif aux compétences et services externes devrait être retirée. (« *Les compétences et les services visés au paragraphe 2, point d) [ NB les frais liés au recours à des compétences et à des services externes] ne constituent pas une activité permanente ou périodique et sont sans rapport avec les dépenses de fonctionnement habituelles de l'entreprise, telles que celles liées aux services réguliers de conseil fiscal ou juridique, ou à la publicité courante.* »).

Il s'agit d'une réitération non nécessaire d'une règle déjà couverte par le chapitre V article 41 du projet de règlement Interreg 2021-2027.

Ces spécifications sur l'éligibilité dans le RGEC créent un risque de multiplication et de divergence de règles et de leur interprétation. Pour cette raison, les autorités françaises demandent de supprimer le paragraphe 3 de l'article 20.

## **2. Amendements à l'article 20.4**

### **a) Référence au règlement CTE**

L'article 20 paragraphe 4 modifié fait référence au règlement (UE) n°1299/2013, cependant le taux de cofinancement maximum est précisé dans l'article 120.3 e) du règlement (UE) 1303/2013. De même, le taux de cofinancement maximum pour les prochains programmes Interreg a été défini à l'article 106.4 du projet de règlement portant dispositions communes 2021-2027.

Les autorités françaises proposent donc que l'article 20 paragraphe 4 du RGEC se réfère au règlement portant dispositions communes plutôt qu'au règlement CTE.

### **b) Clarification du taux maximal de cofinancement**

L'article mentionné précédemment se réfère au taux d'intervention FESI. Or l'article 20 paragraphe 4, tel que rédigé, mentionne le « taux de cofinancement maximal ». Il est à noter que, dans de nombreux projets, d'autres cofinanceurs publics que les FESI (par exemple l'Etat) interviennent dans les projets, et de nombreux bénéficiaires sont eux-mêmes des porteurs de projets publics. Les autorités françaises soulignent le fait que dans le cadre de maîtrise d'ouvrage publique, ce manque de précision risque d'empêcher certains projets d'être réalisés.

Il conviendrait donc de s'assurer que ce taux maximum s'applique bien uniquement à l'aide FESI, et qu'il ne fait pas référence au taux d'intervention publique totale.

## **3. Amendements à l'article 20bis**

### **a) Aides aux bénéficiaires indirects**

Concernant le nouvel article 20bis, les autorités françaises comprennent que celui-ci couvre les bénéficiaires indirects (en dehors du partenariat du projet) aussi bien que les bénéficiaires directs (partenaires du projet). Ce point mériterait d'être davantage explicité pour gagner en clarté.

### **b) Application des dispositions de l'article 5 à l'article 20bis**

L'article 5 du chapitre I du RGEC stipule « *Le présent règlement ne s'applique qu'aux aides pour lesquelles il est possible de calculer précisément et préalablement l'équivalent-subvention brut, sans qu'il soit nécessaire d'effectuer une analyse du risque («aides transparentes»)* »

Dans le cas où les projets INTERREG fournissent une aide à des bénéficiaires indirects, il est souvent difficile de calculer précisément ex ante la valeur des compétences ou services externes. Compte tenu de la nature expérimentale des projets de coopération, il est souvent difficile de trouver sur le marché des compétences ou services similaires. S'il est possible de fournir une estimation assez viable de ces coûts, il paraît souvent impossible de fournir un calcul ex ante précis de l'aide pour chacun des tiers.

Pour réduire significativement les charges administratives, les autorités françaises demandent donc à la Commission d'inclure les aides de l'article 20 bis parmi les catégories d'aides considérées comme transparentes listées à l'article 5 paragraphe 2.

#### **4. Date d'application de la modification**

Pour déterminer la date d'entrée en vigueur du RGEC révisé, les autorités françaises demandent à la Commission de bien vouloir prendre en compte le temps et les ressources nécessaires à la mise en œuvre de ces modification dans une période de fin de programmation et de préparation de la nouvelle période de programmation.

#### **5. Obligations de transparence**

L'obligation de publication des aides individuelles supérieures à 60 000 euros pour les bénéficiaires actifs dans le secteur de la production agricole primaire ne devrait pas concerner les programmes Interreg. Dans les programmes de bassins maritimes, les producteurs agricoles primaires sont des acteurs clés dans les projets de protection des ressources naturelles, indispensables pour atteindre les objectifs des projets. Toutefois le seuil de publication est plus bas pour les projets de production agricole (60 000 euros) que pour les autres projets, ce qui a pour conséquence d'accroître fortement le nombre de publications d'aides pour certains programmes Interreg.

Dans ce contexte, il devrait être pris en considération, du fait du champ d'intervention de certains projets (agriculture) que les programmes CTE n'ont pas les moyens suffisants pour gérer l'enregistrement de ces aides via les procédures habituelles. L'enregistrement et la publication devraient alors être réalisés par les ministères de l'agriculture, ce qui signifie qu'une structure supplémentaire serait alors ajoutée dans une organisation déjà complexe de la gestion des programmes.

L'exclusion des programmes Interreg de cette obligation de transparence à 60 000 € pour la production agricole primaire permettrait ainsi de réduire la charge administrative, et limiter les difficultés liées aux différences de seuils et à la multiplication du nombre de déclarations, d'acteurs de la chaîne de gestion de programme.